



DE JOURNALISTE À HOMME À TOUT FAIRE

JARDINER AVEC LISTMINUT: EST-CE RENTABLE?

Deuxième volet de notre expérience UberizeMe. Cette semaine, je me faufile dans l'univers des services proposés par la start-up belge Listminut, pionnière de l'économie collaborative.

En endossant le costume de jardinier et de bricoleur amateur, je me suis plongé dans ces mini-jobs issus du Net.

Pour quels revenus?

CHRISTOPHE CHARLOT / PHOTOS ROGER JOB

Jardinier et bricoleur improvisé

Lorsque je me suis inscrit comme prestataire de services sur Listminut, j'ai sélectionné une série de domaines de compétences dans lesquels je pouvais exercer mon activité improvisée: jardinage, livraison, homme à tout faire, assistance et formation informatique, rédacteur et traducteur. C'est donc pour ces cinq domaines, dans un rayon de 50 km maximum, que des jobs Listminut m'ont été proposés. Le site internet ressemble à des valves sur lesquelles on vient afficher des petites annonces. Et l'on trouve de tout. «Je cherche un jardinier qui puisse tailler les haies de thuya ainsi que quelques graminées et réaliser d'autres petits travaux d'entretien du jardin. Les déchets verts sont à emporter.» Pour ce job, Aline estime qu'il faudra cinq heures de travail et paiera le prestataire 65 euros.

De son côté, Marie-Antoinette cherche «pour tondre la pelouse et tenir le jardin propre, une personne qui travaille avec des chèques ALE». «Ceci me permet de prendre une personne un peu plus souvent avec une couverture en cas d'accident», explique-t-elle sur le site. Elle prévoit de payer le prestataire 26 euros pour trois heures de travail. Soit en réalité 30 euros desquels sera retranchée la commission de Listminut. Car, comme toute plateforme d'économie collaborative, Listminut travaille à la commission. Elle prélève entre 10 % (pour les montants

supérieurs à 100 euros) et 15 % (pour les montants jusqu'à 30 euros) sur le prix payé par le demandeur de service. Mais le prix affiché sur le site est bien celui que le prestataire encaissera. Visiblement, Marie-Antoinette, nouvelle utilisatrice du site, se montre prudente par rapport aux assurances et contrôles éventuels. Pourtant, selon la start-up, chaque prestation réalisée bénéficie d'une couverture d'assurance: dommages causés par le prestataire à des tiers, dommages causés par les produits ou travaux après leur exécution, assurance sur les biens prêtés pour l'exécution du job, etc. Un atout pour rassurer les utilisateurs.

Postuler pour 26 euros

Pour décrocher l'un des jobs de Listminut, il faut convaincre. En quelques phrases, j'essaie de susciter l'intérêt en affichant mes compétences et mes réalisations (quitte à embellir un peu la réalité) et je me montre hyper disponible. Mais je ne suis pas seul sur les bancs et les autres prestataires de service postulent également. Il n'est pas rare que pour certains jobs, on dénombre 10 candidatures concurrentes. Ça se bouscule. Est-ce parce qu'il y a énormément de prestataires? La start-up affiche 15.600 prestataires prêts à proposer leur aide. Mais, en réalité, tous ne sont pas actifs. «L'an passé, on comptait 500 prestataires actifs, c'est-à-dire qui ont réalisé au moins



un job», précise Jonathan Schokaert, CEO de Listminut. Aussi, parmi mes «concurrents» qui tentent, comme moi, de décrocher les jobs de jardinage et de bricolage sur Listminut à Bruxelles et aux alentours, je vois apparaître sur le site les 20 ou 30 mêmes têtes. «Leurs statuts varient fortement d'une catégorie de service à une autre, détaille le boss de Listminut. Pour du baby-sitting ou du gardiennage d'animaux, ce sont beaucoup d'étudiants alors que l'on trouve plus de professionnels pour la plomberie ou la menuiserie. Aujourd'hui, 10% des prestataires inscrits sur Listminut sont des professionnels.» Une minorité mais qui affiche la plus grosse récurrence sur la plateforme. Les plus actifs auraient déjà empoché 10.000 euros sur la plateforme en deux ans. Les pros sont reconnaissables grâce à leur «macaron» PRO qui s'affiche sur leur profil. Mais je m'étonne qu'un peintre professionnel, indépendant ou en société, accepte de travailler pour 18 euros de l'heure.

Gros souci: le nombre de jobs proposés sur la plateforme n'est pas énorme et je peine à trouver des prestations à effectuer. Durant le mois de mars – période au cours de laquelle j'ai postulé afin de décrocher des mini-jobs –, j'ai dénombré, à la grosse louche, entre 20 et 30 nouvelles propositions par jour, soit entre un et deux nouveaux jobs par heure. Ce qui est loin d'être énorme, même si avec l'arrivée des beaux jours on note une demande accrue en matière de jardinage. Résultat: dans les premières semaines, j'ai peine à décrocher des contrats. Mon statut de nouveau n'a pas aidé. Pour pouvoir afficher un commentaire positif et, ainsi, doper mon score de confiance, j'ai réalisé chez un utilisateur un «job fictif» pour lequel j'ai obtenu une bonne notation qui – je pense – a mis les internautes en confiance.

Mini-jobs/mini-revenus

Le premier (vrai) job décroché est un travail de jardinage. Ma mission fut de ramasser des feuilles dans un jardin schaarbeekois. La dame avait prévu deux heures de travail pour 26 euros. J'y suis resté une heure de plus et ai touché 20 euros supplémentaires... en cash! Le reste de la somme, celle qui transite par Listminut, m'est parvenu plus tard, une fois que la start-up a encaissé le paiement de la demandeuse.

Le gain engrangé lors de cette mission s'est avéré peu élevé. Cela me fait craindre que les utilisateurs de Listminut tirent les prix vers le bas, vu que ce sont eux qui déterminent le montant qui est payé. Les jobs que j'ai décrochés étaient, en moyenne, rémunérés à 12,47 euros de l'heure à l'exception de l'un d'eux pour lequel j'ai royalement touché 18 euros de l'heure.

Si je n'avais pas remporté ces jobs, d'autres prestataires auraient sauté sur l'opportunité d'em- ➔

LE BUZZ ONLINE

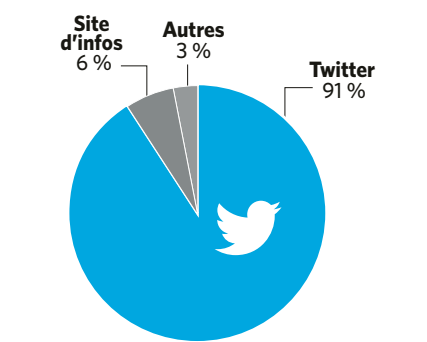
Chantres de l'économie collaborative, les fondateurs de Listminut parviennent à faire parler d'eux sur le Web. Ils interviewent autant que possible lorsqu'un sujet traite de ce nouveau domaine d'activité. Selon les chiffres

compilés par l'agence The Cube, filiale d'Auxipress, Listminut a été mentionnée 334 fois au premier trimestre sur Internet, essentiellement en Belgique. Notamment à l'occasion de tables rondes sur l'économie

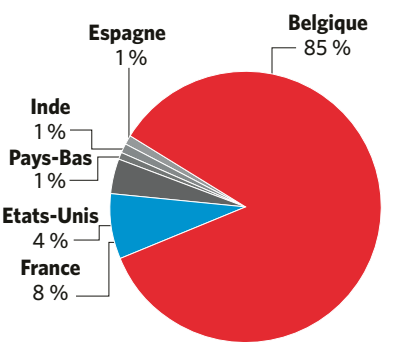
collaborative mais aussi lorsque le ministre Alexander De Croo a évoqué ses projets de taxation de l'économie collaborative et lorsque la jeune pousse belge a levé des fonds en février.

LE «BUZZ EN LIGNE» DE LISTMINUT SOURCE : thecube

Présence sur les réseaux sociaux



Référencement par pays



CE QUE J'AI GAGNÉ EN UN MOIS

En moyenne, les jobs sur Listminut m'ont rapporté un peu moins de 14 euros de l'heure, plus des pourboires (pour avoir, par exemple, emporté une dizaine de sacs de déchets verts après un job) et heures supplémentaires en cash. Bien sûr, ces montants ne tiennent pas compte du temps passé pour décrocher ces jobs. Or, postuler, organiser les horaires et communiquer avec les internautes à le recherche de prestataires prend du temps. Sans compter que beaucoup de jobs pour lesquels l'internaute postule ne se concrétiseront pas. Seuls 30 % des jobs sur Listminut mèneraient à une réalisation effective. Nombre de demandeurs ne donnent finalement pas suite aux candidatures.

Mini jobs	Durée	Listminut	Pourboires
Ramassage de feuilles	2h + 1	26 €	20 €
Nettoyage de jardin	2h + 1	26 €	20 €
Montage de meubles Ikea	3h	31 €	
Ponçage et peinture	4h	59 €	
Nettoyage (parterres et terrasse)	4h + 1h30	44 €	20 €
Déracinage d'arbre	6h	108 €	
Tonte d'un jardin	2h	26 €	
TOTAL	26h30	320 €	60 €

pocher une douzaine d'euros de l'heure... en brut. Puisque, comme le souligne Listminut dans l'une de ses FAQ, «les revenus que tu gagnes en tant que prestataire sur ListMinut sont des revenus qu'il faut obligatoirement déclarer. L'obligation de déclaration des revenus est annuelle et personnelle en ce sens qu'elle n'engage que toi». Des revenus à déclarer, pour l'instant, dans la case «revenus divers» qui sont taxés à 33%, même si, pour tous les revenus de l'économie collaborative, le

ministre Alexander De Croo planche actuellement sur une taxation moins élevée et probablement retenue à la source par les start-up d'économie collaborative.

En noir ou en clair ?

Le ministre en charge de l'Agenda numérique souhaite ainsi à la fois encourager et encadrer ces nouveaux emplois. Car dans certains cas, Listminut pourrait bien fabriquer de nouveaux types de prestations pour personnes peu qualifiées.

Qui irait, aujourd'hui, chercher un prestataire pour monter des meubles Ikea? J'ai pourtant pu rendre ce service qui a l'avantage de ne pas concurrencer des professionnels. Inversement, comme prestataire amateur, j'ai probablement pris le boulot d'un jardinier professionnel quand je suis allé déterrer la souche d'un noisetier dans un jardin de Waterloo. Mais mes clients allaient-ils accepter de payer plus de 120 euros (ce qu'ils ont déboursé pour que je touche 108 euros, déduction faite de la commission de Listminut) en s'offrant les services d'un pro? Peu probable. Au mieux risquaient-ils de faire travailler, en noir, un homme à tout faire pour ce travail. Certains estiment, en effet, que si la taxation de ces revenus occasionnels n'est pas trop élevée, les plateformes comme Listminut peuvent aider à faire basculer une partie des opérations non déclarées en revenus clairs. Mais là aussi, le contournement est possible: pour éviter de payer une commission, certains utilisateurs m'ont proposé de passer en dehors de Listminut pour des prestations ultérieures ou pour mes «heures sup» (*lire «Ce que j'ai gagné en un mois»*).

Génant pour la start-up qui vit des commissions sur les prestations et qui doit veiller à capter la plus grosse audience possible. Pour que les prestataires comme moi ne se détournent pas de son site, il faut un nombre suffisant de jobs. Voilà pourquoi la jeune pousse dope son marketing sur les réseaux sociaux en vue de recruter des internautes prêts à offrir des mini-jobs. C'est qu'elle doit parvenir à faire du volume pour vivre des commissions et continuer à séduire les investisseurs. Après avoir levé 200.000 euros en 2014 auprès d'investisseurs néerlandophones, la start-up a annoncé en février avoir trouvé 300.000 euros supplémentaires (en prêt convertible) dont 100.000 auprès du nouveau fonds wallon W.IN.G. Viendra le moment de convaincre. ☺

Suivez UberizeME, l'immersion d'un mois dans l'économie collaborative, chaque semaine dans **Trends-Tendances**, chaque vendredi dans **Z-Expert** sur Canal Z et en continu sur www.trends.be/uberizeme.

Reportage réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles